Rapport annuel sur l'état de la France 2014

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 10/12/2014

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2014

Saisines liées : CONTRIBUTION AU RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2014

Séance plénière du 10 décembre

Rapport présenté par Mme Hélène Fauvel, au nom de la section de l'économie et des finances présidée par M. Hugues Martin

Comment redonner de l'espoir à une société qui se fracture sur de nombreux plans et manque de cohésion sociale ? Comment renouer avec la croissance ? Si elle demeure atone, comment promouvoir un nouveau modèle de développement ? Comment faire face aux évolutions démographiques, écologiques ou aux mutations technologiques qui s'annoncent ?

Dans le cadre du rapport annuel sur l'état de la France en 2014, le CESE a souhaité s'appuyer notamment sur les indicateurs de développement durable pour analyser les différents enjeux, tant économiques, sociaux qu'environnementaux au regard du ressenti de nos concitoyens et de leurs principales préoccupations.

Les tendances croissantes à l'individualisme et au repli sur soi poussent notre Assemblée à tirer la sonnette d'alarme en raison de fractures toujours plus importantes au sein de notre pays : un essoufflement économique et démographique du monde occidental (en particulier de l'Union européenne) par rapport au reste de la planète, une polarisation de la société due à un accroissement des inégalités accéléré par la crise, un sentiment d'injustice poussant certains agents économiques au « ras-le-bol » fiscal ou encore des exclus toujours plus nombreux que ce soit en termes d'accès au logement ou au marché du travail. Le CESE recommande de favoriser le retour dans l'emploi, notamment via la formation continue et de réduire les inégalités en limitant les situations d'injustice.

Notre Assemblée, tout comme la majorité des citoyens, reconnait que le niveau trop élevé de la dette prive l'État de marges de manoeuvres budgétaires : il y a donc bien nécessité de le réduire. Pourtant, face à une économie convalescente, un ajustement budgétaire trop brutal risque de nuire à la reprise de l'activité économique, d'entretenir les déficits par manque de recettes fiscales et sociales et, à terme, de mener à la déflation et à l'implosion de notre société. Le CESE recommande d'adapter le calendrier budgétaire et de faire des investissements ciblés, un des moteurs de sortie de la crise.

Le pessimisme ambiant doit donc faire place à une volonté de transformation, la France disposant d'atouts et de richesses trop souvent ignorés ou peu exploités. De même, la crise tout comme le phénomène de mondialisation invitent notre nation à s'interroger sur ce qu'elle est, à repenser son modèle tout en en préservant les principes fondateurs d'universalité. L'amélioration du bien-être des populations ne peut plus se limiter à la recherche de croissance ou à l'accumulation du capital mais doit voir le jour à travers des exigences, tant humaines qu'écologiques permettant de redonner du sens à la vie en collectivité. En effet, la sortie de crise peut notamment être impulsée par de larges gammes de biens ou de services inédits qui vont transformer nos modes de vie et d'organisation. L'innovation est l'alliée de cette grande transformation tout comme les nouvelles formes d'économie (économie sociale et solidaire, économie collaborative etc.). Le CESE préconise de valoriser et développer les atouts et secteurs porteurs de la France pour la transmission d'un environnement de qualité aux générations futures.

Notre société peine à croire en un futur meilleur et manque d'une vision qui suscite l'adhésion de tous. Ni la réduction de la dette et des déficits, ni la course au moinsdisant social et fiscal entre les nations européennes ne sauraient répondre aux attentes des Français. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à souhaiter que le progrès (technologique, social etc.) satisfasse aux exigences de bien-être et que soit accordé enfin à l'humain une place centrale dans l'économie. Il s'agit ainsi de construire pour et avec les peuples, en France comme en Europe, un projet qui rassemble autour de l'analyse partagée d'un avenir souhaitable et

non subi.

Rapport voté en séance plénière le 10 décembre : 167 voix pour, 7 abstentions . Voir le texte voté

La rapporteur, Hélène Fauvel est vice-présidente de la Section de l'économie et des finances, membre de la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques et de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité du CESE.

© - copyright CESE - Octobre 2026